



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES
PARTICULIERES

**MAINTENANCE ET EXPLOITATION DES INSTALLATIONS DE
CHAUFFERIE DU CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE
MARTINIQUE (CHUM)**

N° de consultation : DCE-2024-ATECK-085-GVL

TABLE DES MATIERES

ARTICLE 1 – OBJET DU CONTRAT – DISPOSITIONS GENERALES	4
1.1 – OBJET DU CONTRAT	4
1.2 - DECOMPOSITION	4
Article 2 – DUREE DU CONTRAT – DELAIS D’EXECUTION	4
2.1 - DUREE	4
2.2 – DELAIS	4
Article 3 – FORME DU CONTRAT	6
Article 4 – ATTRIBUTION DES BONS DE COMMANDE	7
Article 5 – MODALITES D’EMISSION DES BONS DE COMMANDE	8
Article 6 – ATTRIBUTION DES MARCHES SUBSEQUENTS.....	8
Article 6 – ENGAGEMENT DU TITULAIRE	9
Article 7 – REPRESENTATION DES PARTIES.....	9
7.1 REPRESENTATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR	9
7.2 REPRESENTATION DU TITULAIRE.....	9
Article 8 – PIECES CONTRACTUELLES DU CONTRAT	10
Article 9 – SOUS-TRAITANCE.....	10
Article 10 – CONFIDENTIALITE ET SECURITE.....	11
10.1. CONFIDENTIALITE	11
10.2. PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL	11
ARTICLE 11 – PROTECTION DE LA MAIN D’ŒUVRE ET DE L’ENVIRONNEMENT	12
11.1. PROTECTION DE LA MAIN D’ŒUVRE	12
11.2. PROTECTION DE L’ENVIRONNEMENT	12
Article 12 : ASSURANCES	12
Article 13 – PRIX.....	13
13.1 AVANCE APPLICABLE - CONDITIONS DE VERSEMENT	13
13.2 CARACTERISTIQUES DES PRIX PRATIQUES.....	13
13.3 VARIATION DES PRIX	15
13.4 APPLICATION DE LA T.V.A.	16
13.5 CLAUSE DE REEXAMEN	16
13.6 MODALITES DE REGLEMENT.....	16
13.7 DELAI GLOBAL DE PAIEMENT.....	18
Article 14 – PENALITES.....	19

Article 15 – CONSTATION DE L’EXECUTION DES PRESTATIONS	20
15.1 - OPERATIONS DE VERIFICATION	20
15.2 - OPERATIONS D’ADMISSION/REFACTION/REJET	20
15.3 – MAINTENANCE DES PRESTATIONS	20
15.4 – GARANTIE DES MATERIELS	20
Article 16 – CONSTITUTION D’UN STOCK DE PIECES	21
Article 17 – RESILIATION DU MARCHE.....	21
Article 18 – DIFFERENDS ENTRE LES PARTIES	22
Article 19 – PROCEDURES DE RECOURS	22
Article 20 – DEROGATIONS AU CCAG-FCS	23

ARTICLE 1 – OBJET DU CONTRAT – DISPOSITIONS GENERALES

1.1 – OBJET DU CONTRAT

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) concernent un marché portant sur maintenance, le contrôle de fonctionnement et l'exploitation des installations de chaufferie du Centre Hospitalier Universitaire de Martinique (CHUM) sur les sites hospitaliers de PZQ, MFME, CEV, CLARAC et CHLD.

Les principales prestations demandées sont décrites dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ainsi qu'aux pièces financières.

1.2 - DECOMPOSITION

Conformément à l'article R.2113-3 du Code de la Commande Publique, le présent marché n'est pas alloti, les prestations étant globales et homogènes. De plus, l'allotissement rendrait techniquement difficile et financièrement plus coûteux l'exécution des prestations.

Le contrat ne comporte pas de tranches.

ARTICLE 2 – DUREE DU CONTRAT – DELAIS D'EXECUTION

2.1 - DUREE

Le marché est conclu pour une durée globale de douze (12) mois à compter de sa notification.

Le marché est ensuite reconductible trois (3) fois pour une durée équivalente (soit 12 mois), sans que sa durée totale ne puisse excéder quatre (4) ans. La reconduction est tacite, sauf dénonciation contraire émise par le pouvoir adjudicateur dans un délai d'un (1) mois avant chaque date anniversaire.

Les prestations à bons de commande seront commandées en cours d'exécution du marché au fur et à mesure des besoins.

Les prestations à bons de commande ou marchés subséquents seront commandées en cours d'exécution du marché au fur et à mesure des besoins.

2.2 – DELAIS

Les prestations de la **partie forfaitaire** démarrent à compter de la notification du contrat.

- **DEVIS**

La remise du devis par l'entreprise se fera au plus tard sous un délai de 10 jours ouvrables à compter de la demande.

- **CONDUITE DE CHAUDIERE**

L'exploitant titulaire, doit mettre à disposition, en permanence sur PZQ1, un technicien formé et compétent pour la conduite de chaufferie incluant :

- la mise en route de la chaudière le matin à 04h30, du lundi au dimanche, la cuisine travaille tous les jours fériés et week-end ;
- l'arrêt de la chaudière :
 - L'après-midi à 16h00, du lundi au vendredi
 - L'après-midi à 15h00 le samedi et dimanche

- **ASTREINTE**

Sur appel de signalement du CHUM, une intervention d'astreinte est déclenchée :

- délai maximum d'intervention : 2 heures maximum après appel
- délai maximum de remise en service d'une installation : 4 heures maximum après appel si pièces disponibles

- **MAINTENANCE PREVENTIVE ET CORRECTIVE**

Le titulaire assure la maintenance préventive et corrective des équipements, comme suit :

- site de PZQ1 : du lundi au samedi de 7h à 17h
- sites MFME / CEV/ CLARAC/ CHLD : du lundi au vendredi de 7h à 17h

En cas d'incident sur les installations, le Titulaire intervient immédiatement pendant les heures de présence de l'équipe chargée de la maintenance, si les pièces détachées disponibles.

- **REMISE DE DOCUMENTS**

- **Inventaire de départ**

Dans un délai d'un mois à compter de la notification du marché, le Titulaire établira un inventaire exhaustif des équipements, et indiquera s'il existe des anomalies par rapport à l'inventaire joint au CCTP. L'inventaire écrit sera transmis aux référents techniques du marché dans un délai maximum de 6 semaines suivant la notification du marché.

- **Compte rendu périodique**

Le titulaire remet au CHUM, tous les 6 mois, un compte rendu écrit périodique conformément à l'article 7 du CCTP.

- **Etat en fin de contrat**

Le titulaire, 6 mois avant l'expiration de la période contractuelle, devra produire les états de renouvellement des équipements et de stock.

- **STOCK**

Durant les 2 premiers mois du marché, le Titulaire proposera sur devis, un stock de pièces détachées de première urgence. Le CHUM émettra un bon de commande sur la base du devis du Titulaire, conformément à l'article 5 du CCTP.

L'ensemble des délais d'exécution sont indiqués au CCTP.

Une prolongation des délais d'exécution pourra être accordée dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG FCS.


ARTICLE 3 – FORME DU CONTRAT

Le contrat constitue un marché mixte comprenant deux parties :

- une **partie sous forme d'un marché ordinaire à prix forfaitaire**
- une **partie sous forme d'accord-cadre exécuté par l'émission de bons de commande et par la passation de marchés subséquents** en application des articles R.2162-2 à R.2162-9 et R.2162-13 et R.2162-14 du Code de la Commande Publique. L'accord-cadre est mono-attributaire donc passé avec un seul opérateur économique.

Les prestations sont réparties comme suit :

Forme de prestations du marché	Basées sur	Incluant
PRESTATIONS FORFAITAIRES (à compter de la notification du marché)	DPGF <i>Prix forfaitaires basés sur la DPGF du marché</i>	<ul style="list-style-type: none"> Les prestations de maintenance <u>préventive et corrective</u> des installations (main d'œuvre y compris encadrement) suivant les modalités horaires définies dans le présent CCTP. La <u>conduite de la chaufferie de PZQ1</u> suivant les modalités horaires décrites dans le CCTP. La visite annuelle constructeur pour la chaudière LOOS. Le traitement d'eau (fournitures consommables, et analyses) pour PZQ1. Le contrôle du tarage des soupapes de sécurité. L'assistance technique lors des visites annuelles de <u>contrôle réglementaire des installations de PZQ1</u> (1 technicien du Titulaire doit assister le contrôleur lors des visites). Les petites fournitures (hors pièces détachées du stock et hors pièces détachées pour la maintenance corrective). L'<u>astreinte technique</u> pour les sites MFME, CEV, CLARAC et CHLD.
PRESTATIONS SUR ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE	Devis du Titulaire <i>Prix unitaires</i>	<ul style="list-style-type: none"> Les pièces du <u>stock</u>. Les pièces détachées pour la <u>maintenance corrective</u>.

Forme de prestations du marché	Basées sur	Incluant
(prestations déclenchées sur transmission d'un bon de commande)		 Le remplacement d'installation.
	BPU <i>Prix unitaires (Le Titulaire doit fournir un devis basé sur les prix unitaires du BPU du marché)</i>	La main d'œuvre et frais de personnel nécessaires aux prestations de maintenance <u>en dehors des plages horaires prévues au forfait et hors intervention sur astreinte.</u>
PRESTATIONS SUR ACCORD-CADRE A MARCHES SUBSEQUENTS (conclusion de marchés subséquents pouvant être exécutés au moyen de bons de commande)	BPU <i>Prix unitaires (Le Titulaire doit fournir un devis basé sur les prix unitaires du BPU du marché subséquent)</i>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Prestations insuffisamment ou non décrites à l'accord-cadre et nécessitant d'être précisées (techniquement et/ou financièrement) ➤ Prestations nécessitant des matériaux ou techniques de pose innovantes ou techniquement spécifiques non décrits à l'accord-cadre et nécessitant d'être précisées

En application de l'article R.2162-4 du Code de la Commande Publique, l'accord-cadre est passé sans montant minimum mais avec un montant maximum :

Montant maximum par an (en € HT)
250 000,00 € HT

Le montant maximum ne porte que sur les prestations de l'accord-cadre (à bons de commande et marchés subséquents), les autres prestations étant exécutées à prix forfaitaires selon la DPGF.

ARTICLE 4 – ATTRIBUTION DES BONS DE COMMANDE

L'émission des bons de commande s'effectuera au fur et à mesure des besoins.

Les bons de commande ne peuvent être émis que durant la période de validité de l'accord-cadre. En revanche, les bons de commande émis pendant la durée de validité du contrat pourront être exécutés au-delà.

Les bons de commande précisent les prestations décrites dans l'accord-cadre dont l'exécution est demandée et en déterminent la quantité. Ils s'effectuent sans négociation ni remise en concurrence selon les modalités prévues par l'accord-cadre.

Chaque bon de commande sera **émis après vérification et validation par le CHUM du devis détaillé soumis par le titulaire.**

Les devis devront préciser :

- Les caractéristiques de l'équipement objet du devis,
- Le site hospitalier concerné,
- La référence du numéro de marché,
- Le détail des pièces et matériels à remplacer ou à installer,
- Les frais de main d'œuvre éventuels (si hors forfait, conformément au BPU).

Le maître d'ouvrage vérifiera le devis et émettra des bons de commande :

- Soit, sur la base des **prix déjà prévus au BPU,**
- Soit sur la base des **prix proposés par le titulaire dans le cadre du devis (et non prévus dans le BPU)**
- Soit, sur la base des **prix ajoutés au BPU, à l'issue de la conclusion d'un marché subséquent.**

ARTICLE 5 – MODALITES D'EMISSION DES BONS DE COMMANDE

Chaque bon de commande précisera :

- le nom ou la raison sociale du titulaire ;
- la date et le numéro du marché ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- la nature et la description des prestations commandées ;
- le montant du bon de commande ;
- la référence du devis validé.

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur ou l'un de ses délégataires pourront être honorés par le titulaire (sauf cas de nécessité liée à la sécurité de fonctionnement décrit à l'article 8 du CCTP où un bon de commande de régularisation sera remis au titulaire).

ARTICLE 6 – ATTRIBUTION DES MARCHES SUBSEQUENTS

Pour les besoins relatifs aux :

- Prestations insuffisamment ou non décrites à l'accord-cadre et nécessitant d'être précisées (techniquement et/ou financièrement)
- Prestations nécessitant des matériaux ou techniques de pose innovantes ou techniquement spécifiques non décrits à l'accord-cadre et nécessitant d'être précisées

Les prestations feront l'objet de la conclusion d'un ou plusieurs marchés subséquents en application des R.2162-2, R.2162-7 et suivants du Code de la Commande Publique.

Ces marchés subséquents précisent les caractéristiques et les modalités d'exécution des prestations demandées qui n'ont pas été fixées dans l'accord-cadre.

Ils ne peuvent entraîner des modifications substantielles des termes de l'accord-cadre.

Dans le cadre des marchés subséquents, le titulaire pourra être invité à remettre une nouvelle offre ou à compléter son offre remise au titre de l'accord-cadre initial. L'offre pourra porter sur des éléments techniques et financiers en fonction du besoin défini par le pouvoir adjudicateur.

Les marchés subséquents s'exécuteront au moyen de bons de commande, conformément à l'article R.2162-8 du Code de la Commande Publique.

ARTICLE 6 – ENGAGEMENT DU TITULAIRE

Le titulaire est responsable de la bonne exécution des prestations ainsi que des personnels qu'il a désignés. Les intervenants proposés par le titulaire doivent permettre de couvrir entièrement le champ des compétences requises.

Le CHUM se réserve la possibilité de vérifier les compétences des intervenants proposés en cours d'exécution (qualifications requises, aptitude médicale...). En cas d'insuffisance constatée, l'intervenant sera récusé ; dans ce cas, le titulaire s'engage à remplacer immédiatement l'intervenant. Ceux-ci doivent assurer personnellement et intégralement la réalisation des prestations.

En cas de modification du personnel assurant les prestations du contrat désigné dans la proposition du titulaire, le titulaire en avise sans délai le pouvoir adjudicateur. Il prendra toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve ni compromise ni altérée. Le titulaire devra désigner un remplaçant et communiquer le nom, les titres, qualifications, références au CHUM. L'ensemble des frais inhérents à ce remplacement sera supporté par le titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de récuser le remplaçant proposé par le titulaire et de lui demander la présentation d'un nouvel intervenant.

En conséquence, toute modification apportée à la structure des équipes tant sur le nombre ou les noms des participants que sur leur degré de participation au contrat devra faire l'objet d'un accord préalable du CHUM. Les désaccords ne peuvent en aucun cas faire l'objet d'une remise en cause des prix et des délais d'exécution.

ARTICLE 7 – REPRESENTATION DES PARTIES

7.1 REPRESENTATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR

Dès la notification du marché, le pouvoir adjudicateur désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du titulaire, pour les besoins de l'exécution du marché.

7.2 REPRESENTATION DU TITULAIRE

Dès la notification du marché, le titulaire désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du pouvoir adjudicateur, pour les besoins de l'exécution du marché.

De plus, le responsable technique et administratif dédié au marché doit faire preuve de disponibilité pour répondre aux sollicitations du CHUM. Un suppléant devra également être désigné pour pallier les absences du responsable.

Le titulaire est tenu de notifier sans délai au pouvoir adjudicateur les modifications survenant au cours de l'exécution du marché et qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- À la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- À sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- À son adresse ou à son siège social ;
- Aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ; et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

ARTICLE 8 – PIÈCES CONTRACTUELLES DU CONTRAT

Pièces particulières

Par dérogation à l'article 4-1 du CCAG-FCS, le marché est constitué par les documents énumérés au présent article. En cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles, elles prévalent dans l'ordre ci-après :

- L'Acte d'engagement et ses annexes ;
- Le Bordereau des Prix Unitaires (BPU) ;
- La Décomposition des Prix Globale et Forfaitaire (DPGF) ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et son annexe ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières et ses annexes ;
- Les éventuels marchés subséquents passés sur la base de l'accord-cadre ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché ;
- L'offre technique du titulaire.

Pièce générale

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de fournitures courantes et de services (C.C.A.G-FCS), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.

ARTICLE 9 – SOUS-TRAITANCE

En cas de sous-traitance, le Titulaire se conformera aux exigences de la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée et aux dispositions des articles L.2193-1 et suivants et R.2193-1 et suivants du Code de la Commande Publique.

Conformément à l'article L.2193-3 du Code de la Commande Publique, le Titulaire ne peut sous-traiter l'exécution des prestations qu'à condition d'avoir obtenu du CHUM l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

Pour chaque sous-traitant présenté lors de l'exécution du présent contrat, le Titulaire doit adresser un acte spécial signé par le sous-traitant et le Titulaire, en utilisant l'imprimé DC4 élaboré par la Direction des Affaires Juridiques du Ministère de l'Économie, des Finances et de la Relance en joignant une déclaration du sous-traitant concerné indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup de l'interdiction découlant des dispositions des articles L.2141-1 et suivants du Code de la Commande Publique.

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement sont constatés par la signature de l'acte spécial par l'acheteur, le titulaire et le sous-traitant.

En cas de sous-traitance, le Titulaire reste seul responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant du présent accord-cadre. À ce titre, les défaillances des sous-traitants relevant du non-respect de leurs engagements ou de la cessation d'activité sont traitées comme des défaillances du Titulaire.

ARTICLE 10 – CONFIDENTIALITE ET SECURITE

10.1. CONFIDENTIALITE

Le titulaire qui, à l'occasion de l'exécution du marché, a connaissance d'informations ou reçoit communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatifs notamment aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au fonctionnement des services du titulaire ou du CHUM, est tenu de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. Le CHUM ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public, au moment où ils sont portés à la connaissance des parties au marché.

Le titulaire accepte sans réserve le contrat de confidentialité.

Tous les documents mis à disposition du titulaire du marché par le CHUM restent la propriété du CHUM et devront être restitués à l'achèvement de leur mission. Les documents émis par le CHUM à destination du titulaire, quelle que soit leur nature et leur forme, ne sauront être transmis par le titulaire à un tiers sauf accord écrit de la part du CHUM.

10.2. PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Il est fait application de l'article 5.2 du CCAG FCS.

Chaque partie au marché est tenue au respect des règles relatives à la protection des données nominatives, auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du marché.

En cas d'évolution de la législation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles demandées par le pouvoir adjudicateur, afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché.

ARTICLE 11 – PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET DE L'ENVIRONNEMENT

11.1. PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE

Conformément à l'article 6 du CCAG-FCS, le titulaire assure le rôle qui lui est imparti par la réglementation en vigueur en matière de protection de la main d'œuvre employée et aux conditions de travail du pays.

Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché sur simple demande du pouvoir adjudicateur.

Le titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables et reste responsable du respect de celles-ci.

11.2. PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Conformément à l'article 7 du CCAG-FCS, le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent la réglementation en vigueur en matière d'environnement.

ARTICLE 12 : ASSURANCES

Lors de l'attribution, le titulaire aura fourni une attestation d'assurance responsabilité civile et risques professionnels justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et, que sa police contient les garanties nécessaires en rapport avec les prestations objet du présent contrat.

Le titulaire s'engage formellement à avertir le pouvoir adjudicateur de tout changement d'assureur ou de police, en cours de contrat, pour quelque motif que ce soit et, à lui remettre immédiatement une nouvelle attestation.

Le titulaire devra, à chaque reconduction de son contrat d'assurance, fournir au CHUM, un exemplaire de ce document dans les dix jours.

Sauf cas de faute lourde commise par le pouvoir adjudicateur, le titulaire supporte les conséquences des dommages de toute nature qui, du fait de l'exécution du contrat peuvent survenir dans les locaux et dépendances mis à sa disposition, soit à lui-même, soit à ses biens, soit à ceux qui lui sont confiés. Pour lesdits dommages, le titulaire renonce à tout recours contre le CHUM, ses assureurs et l'Etat.

Le titulaire demeure responsable de tous dommages causés par lui-même, son personnel ou toute autre personne dont il est civilement responsable, à l'occasion et au cours de l'exécution du contrat, quelles qu'en soient les victimes.

ARTICLE 13 – PRIX

13.1 AVANCE APPLICABLE - CONDITIONS DE VERSEMENT

Il est fait application de l'option B du CCAG-FCS.

Une avance pourra être accordée si les prestations conclues à prix forfaitaire dépassent 50 000,00 € HT annuellement et sont d'une durée d'exécution supérieure à 2 mois.

Une avance peut également être accordée pour chaque bon de commande ou marché subséquent d'un montant supérieur à 50 000,00 € HT et dont la durée d'exécution est supérieure à 2 mois.

Le titulaire peut refuser le versement de l'avance, tel que précisé à l'Acte d'engagement.

L'avance correspond à 5 % du **montant TTC du bon de commande/marché subséquent** ou 5 % du **montant total TTC annuel** de la DPGF.

Si le titulaire du marché ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite ou moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13, le taux minimal de l'avance est porté à 10%.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

Le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues au titulaire et commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00 % du montant forfaitaire annuel/ du bon de commande/du marché subséquent (en TTC). Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00 % dudit montant.

Le paiement de l'avance est subordonné à la constitution d'une garantie à première demande portant sur l'intégralité du montant de l'avance accordée en application des articles R.2191-7, R.2191-36 à 42 du Code de la Commande Publique. A compter de la production de cette garantie, le paiement de l'avance intervient dans un délai maximum de 50 jours.

13.2 CARACTERISTIQUES DES PRIX PRATIQUES

Les prix du contrat sont établis Hors Taxe (HT) et Toutes Taxes Comprises (TTC).

Le marché est conclu en euros.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autre frappant obligatoirement la prestation.

Les prix du présent marché seront traités à **prix mixtes** :

▪ **Prestations conclues à prix forfaitaires et comprenant (Partie forfaitaire) :**

- Les prestations de maintenance préventive et corrective des installations (main d'œuvre y compris encadrement) suivant les modalités horaires définies dans le présent CCTP ;
- La conduite de la chaufferie de PZQ1 suivant les modalités horaires décrites dans le CCTP ;
- La visite annuelle constructeur pour la chaudière LOOS ;
- Le traitement d'eau (fournitures consommables, et analyses) pour PZQ1 ;
- Le contrôle du tarage des soupapes de sécurité ;
- L'assistance technique lors des visites annuelles de contrôle réglementaire des installations de PZQ1 (1 technicien du Titulaire doit assister le contrôleur lors des visites) ;
- Les petites fournitures (hors pièces détachées du stock et hors pièces détachées pour la maintenance corrective) ;
- L'astreinte technique pour les sites MFME, CEV, CLARAC et CHLD.

Les prix des prestations forfaitaires incluent les frais de déplacements.

▪ **Prestations conclues sur accord-cadre à bons de commande (à prix unitaires) :**

➤ **Sur devis**

- Les pièces du stock ;
- Les pièces détachées pour la maintenance corrective ;
- Le remplacement d'installation ;

➤ **Sur BPU**

- La main d'œuvre et frais de personnel nécessaire aux prestations de maintenance en dehors des plages horaires prévues au forfait et hors intervention sur astreinte (selon prix du BPU).

▪ **Prestations conclues à prix unitaires et comprenant (accord-cadre à marchés subséquents):**

- Prestations insuffisamment ou non décrites à l'accord-cadre et nécessitant d'être précisées (techniquement et/ou financièrement) ;
- Prestations nécessitant des matériaux ou techniques de pose innovantes ou techniquement spécifiques non décrits à l'accord-cadre et nécessitant d'être précisées.

Ces prestations faisant l'objet du marché sont réglées par application :

- De prix forfaitaires, dont le libellé est donné dans la Décomposition du Prix Globale et Forfaitaire (DPGF).
- De prix unitaires, dont le libellé est donné dans le Bordereau des Prix Unitaires (BPU).
- De prix unitaires fixés par la conclusion de marchés subséquents (BPU du marché subséquent).
- De devis demandés au titulaire.

Conformément à l'article 10.1.4 du CCAG-FCS, les prix comprennent également les frais afférents à l'exécution de la prestation notamment le coût de la main d'œuvre, les frais de déplacement, de restauration et hébergement, la présence aux réunions, la remise des divers documents demandés, le stock de petits consommables, la réalisation de l'inventaire et de l'état de fin de contrat...

Le titulaire ne pourra se voir accorder aucune rémunération supplémentaire.

Le CHUM assurera le transport et les frais de dédouanement des pièces.

A titre exceptionnel et sur demande du CHUM, le titulaire sera amené à assurer le transport, le dédouanement et l'acheminement des pièces. Dans ce cas, le Titulaire fera clairement apparaître sur le devis le prix relatif au « transport, dédouanement et acheminement » des pièces.

13.3 VARIATION DES PRIX

Les prix du présent marché sont **révisables**, selon les modalités suivantes :

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois zéro (mois de remise de l'offre indiquée en page de garde du Règlement de consultation).

La périodicité de la révision des prix sera annuelle (à chaque date d'anniversaire du contrat) par application de la formule suivante aux prix du BPU et au prix global annuel de la DPGF :

$$C_n = 15,00\% + 85,00\% (I_n/I_0)$$

Ainsi :

- C_n : coefficient de révision.
- I_0 : valeur de l'index de référence au mois zéro.
- I_n : dernière valeur de l'index de référence N connue à la date d'anniversaire du contrat.

L'index de référence I choisi en raison de leur structure pour la **révision des prix est** :

ICHT-IME – Coût horaire du travail, tous salariés dans les industries mécanique et électrique – Base 2008 – Identifiant 001565183

Dans le cas de disparition d'indice, un nouvel indice de substitution préconisé par l'organisme qui l'établit sera de plein droit applicable.

Dans le cas où aucun indice de substitution ne serait préconisé, les parties conviennent que la substitution d'indice sera effectuée par avenant. Il s'agit d'une clause de réexamen conclue conformément à l'article R. 2194-1 du code de la commande publique.

Le coefficient de révision des prix et son détail de calcul seront fournis directement par le titulaire du marché qui le transmettra au pouvoir adjudicateur lors de la présentation de ses factures.

Clause de sauvegarde : si la révision prix, effectuée comme décrite ci-dessus, aboutit à une augmentation moyenne des prix unitaires supérieure ou égale à 5 %, le pouvoir adjudicateur et le titulaire engageront des négociations afin de rendre cette augmentation acceptable par les deux

parties, soit avec le choix d'un nouvel indice sur lequel baser la révision des prix, soit par la limitation des effets de la révision clause de réexamen). En cas d'échec dans la conclusion d'un accord amiable, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de résilier le marché sans indemnité.

13.4 APPLICATION DE LA T.V.A.

Le taux de la T.V.A. à appliquer est celui en vigueur le jour du fait générateur (8,5% en vigueur en Martinique).

13.5 CLAUSE DE REEXAMEN

Conformément à l'article L.2194-1 du Code de la Commande Publique, le BPU et la DPGF du marché peuvent être modifiés en cours d'exécution du marché dans les conditions suivantes :

1. De nouvelles prestations ou nouveaux équipements techniques à installer peuvent être introduits aux pièces financières du marché, dans la limite de l'objet du marché :
 - Soit parce qu'ils viennent en remplacement des prestations ou équipements techniques,
 - Soit parce que ces prestations ou équipements techniques, qui n'existaient pas lors de la conclusion du marché, sont devenus nécessaires à l'exécution de l'accord-cadre.

En outre, au cours du marché, des prestations ou équipements techniques à peuvent ne plus présenter d'intérêt dans le cadre du marché.

Ces derniers peuvent être retirés des pièces financières.

2. De prix spécifiques existants aux pièces financières peuvent être réexaminés.

Les nouveaux besoins qui pourront être intégrés au marché via la clause de réexamen pourront être liés :

- A une modification de la réglementation,
- A l'obsolescence d'un équipement technique ou son remplacement par une nouvelle référence ou un nouveau label,
- A la nécessité de commander de nouvelles prestations rentrant dans le périmètre du marché,
- Au cas où la formule révision ferait apparaître une variation de + de 5% l'an,
- Au cas de disparition de l'indice de révision.

13.6 MODALITES DE REGLEMENT

Présentation des demandes de paiements

- S'agissant de la partie forfaitaire, le titulaire transmettra ses demandes de paiement mensuellement en fin de mois, **par site**, après service fait et admission des prestations.

La facture du titulaire correspondra ainsi au prorata mensuel du montant total annuel, tel qu'indiqué à la DPGF.

Un PV de réception sera établi et signé chaque mois, par site, par le CHUM pour facturation par le titulaire.

Conformément à l'article 15.2 du présent CCAP, une réfaction de prix pourra être appliquée.

- **S'agissant des prestations traitées à prix unitaires**, le titulaire transmettra ses **demandes de paiement à échéance, après service fait et admission des prestations** sur la base des quantités réellement exécutées et/ou des prix indiqués au BPU et conformément au devis du titulaire.

Un PV de réception sera établi et signé par le CHUM pour facturation par le titulaire.

Les demandes de paiement seront adressées via l'outil CHORUS PRO à l'adresse suivante : https://www.chorus-portail-pro.finances.gouv.fr/chorus_portail_pro/. Le titulaire dispose d'informations utiles en annexe au présent CCAP relative à la dématérialisation des factures sur CHORUS PRO.

Il appartiendra au Titulaire de se rapprocher du CHUM afin d'obtenir son numéro SIRET.

Dans tous les cas, les paiements sont effectués selon les règles de la comptabilité publique, sur présentation d'une demande paiement ou facture établie selon les conditions prévues au CCAG-FCS, en original portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Le numéro du marché (impératif sous peine de retour de la facture) ;
- Le numéro du bon de commande ;
- Le nom ou la raison sociale du créancier ;
- Le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- Le numéro du compte bancaire ou postal ;
- La date d'exécution des prestations ;
- La nature des prestations exécutées (sous peine de non-conformité de la facture) ;
- La désignation de l'organisme débiteur ;
- Le prix unitaire ou forfaitaire de la prestation ;
- Le montant des prestations admises, établi conformément aux stipulations du contrat/du marché, hors TVA ;
- Les montants et taux de TVA légalement applicables ou le cas échéant le bénéfice d'une exonération;
- En cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant ttc ainsi que, le cas échéant les variations de prix établies HT et TTC ;
- Tout rabais, remises, ristournes ou escomptes acquis et chiffrables lors du contrat et directement liés au contrat ;
- Coefficient révision ;
- L'application de révision ;
- Le montant total ttc des prestations livrées ou exécutées ;

- La date de facturation.

Une fois la facture déposée sur Chorus Pro, le titulaire devra obligatoirement transmettre l'accusé de dépôt, par mail, au responsable du marché avec le PV de réception signé joint.

Règlement en cas de cotraitance ou de sous-traitance

Dispositions relatives à la cotraitance :

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, géré par le mandataire du groupement. Quelle que soit la forme du groupement, le mandataire est seul habilité à présenter au CHUM la demande de paiement.

En cas de groupement conjoint, la demande de paiement présentée par le mandataire est décomposée en autant de parties qu'il y a de membres du groupement à payer séparément. Chaque partie fait apparaître les renseignements nécessaires au paiement de l'opérateur économique concerné.

Dispositions relatives à la sous-traitance :

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur au titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé.

- Le titulaire a 15 jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant.

Cette décision est notifiée au sous-traitant et au pouvoir adjudicateur.

- Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au pouvoir adjudicateur accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.
- Le pouvoir adjudicateur adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.
- Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement.
- Ce délai court à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de 15 jours mentionné plus haut si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'avis postal mentionné au troisième paragraphe.
- Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

13.7 DELAI GLOBAL DE PAIEMENT

Le paiement s'effectuera par virement bancaire.

Le délai global de paiement est de cinquante (50) jours à compter de la date de réception de la demande de paiement par le représentant du pouvoir adjudicateur (ou de la date d'exécution des prestations lorsque cette date est postérieure à la date de réception de la demande de paiement).

Le titulaire a droit à des intérêts moratoires, dans les conditions réglementaires, en cas de retard dans les paiements tel qu'il est prévu à l'alinéa précédent au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement

principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit (8) points.

ARTICLE 14 – PENALITES

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-FCS, tout retard d'exécution par le titulaire au regard des délais visés à l'article 2.2 du présent CCAP et indiqués au CCTP, sauf s'il est imputable au pouvoir adjudicateur ou à un cas de force majeure, sera sanctionné, sans mise en demeure préalable, par les pénalités suivantes :

Pénalités de retard :

- En cas de non transmission d'un devis demandé par écrit par le maître d'ouvrage dans un délai de 10 jours ouvrables, le titulaire subira une pénalité forfaitaire de : 100 € par jour ouvrable de retard.
- En cas de non-respect du plan de maintenance du CHUM, le titulaire subira une pénalité forfaitaire de : 200 € par équipement non maintenu dans la périodicité concernée.
- En cas de dépassement du délai d'intervention (astreinte) mentionné à l'article 2.2 du présent CCAP ou dans la demande écrite du maître d'ouvrage, le titulaire subira une pénalité de : 200 € par heure de retard.
- En cas de dépassement du délai d'intervention (non urgent) mentionné au BDC, le titulaire subira une pénalité de : 200 € par jour ouvré de retard.
- En cas d'absence de remise des différents rapports et documents demandés au CCTP dans les délais prescrits, le titulaire subira une pénalité forfaitaire de : 50 € par jour ouvré de retard.

Autres pénalités (ces pénalités s'appliquent à compter du manquement constaté et sans mise en demeure) :

- La pénalité applicable en cas de non distribution de vapeur pendant les heures de production, sera de 300 Euros par heure, au-delà d'une heure, si les pièces détachées sont disponibles pour effectuer la réparation.
- En cas de non-respect d'une obligation de résultat, le titulaire subira une pénalité forfaitaire de 500€ par constat.
- En cas de non-conformité dans l'exécution d'une prestation, le titulaire subira une pénalité forfaitaire de 300€ par constat.
- En cas d'absence à une réunion/convocation requise dans le cadre de l'exécution des prestations, le titulaire subira une pénalité forfaitaire de : 200 € par occurrence.
- En cas de non réponse (mails, appels téléphoniques etc...) à plus de 3 sollicitations du CHUM, le titulaire subira une pénalité forfaitaire de : 200 € par constat.
- En cas de proposition d'un devis de pièces détachées (Hors petites fournitures comprises dans le forfait) dont les prix excèdent de 25% ou plus les prix publics du fournisseur, après vérification et constat par le CHUM, le titulaire subira une pénalité forfaitaire de : 500 € par constat pour les 3 premiers constats. Cette pénalité sera de 1 000 € par constat au-delà de 3 constats de dépassement de plus 25 % des tarifs publics du fournisseur.

- Il est également rappelé au titulaire qu'une résiliation pour faute pourra être prononcée pour ce motif, au-delà de 3 constats.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG FCS, les pénalités sont dues dès le 1^{er} euro.
Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG FCS, les pénalités ne sont pas plafonnées.

ARTICLE 15 – CONSTATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

15.1 - OPERATIONS DE VERIFICATION

Conformément à l'article 27.1 du CCAG-FCS, le CHUM procédera à des opérations de vérifications qualitatives et quantitatives.

Les dispositions de l'article 28 du CCAG-FCS relatives au déroulement des vérifications sont applicables.

Il est précisé que, le CHUM se réserve la possibilité, en cours d'exécution du marché, de vérifier les devis proposés par le titulaire relatifs à l'achat de pièces détachées (hors petites fournitures comprises dans le forfait).

En cas de dépassement important (25% ou plus) entre les prix figurant au devis et les prix publics du fournisseur, il sera fait application d'une pénalité prévue à l'article 14 ci-dessus.

En cas de constatation d'un tel dépassement avant signature du devis, il sera demandé au titulaire de transmettre une nouvelle proposition financière.

15.2 - OPERATIONS D'ADMISSION/REFACTION/REJET

Suite aux vérifications, les décisions de réception, d'ajournement ou de rejet seront prises par le CHUM dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

Réfections

S'agissant des prestations de maintenance traitées par un forfait annuel, conformément à l'article 30.3 du CCAG-FCS, en cas d'écart entre les prestations demandées au CCTP et les prestations réellement exécutées, le CHUM se réserve la possibilité d'admettre les prestations avec refaction de prix proportionnelle à l'écart constaté, en sus de l'application d'éventuelles pénalités.

15.3 – MAINTENANCE DES PRESTATIONS

Les dispositions de l'article 32 du CCAG-FCS sont applicables dans le cadre de l'exécution des prestations de maintenance préventive et corrective.

15.4 – GARANTIE DES MATERIELS

Le matériel fourni par le Titulaire est garanti pendant la durée minimale accordée par le constructeur à compter de sa mise en service. La durée minimale de la garantie est d'un an.

ARTICLE 16 – CONSTITUTION D'UN STOCK DE PIÈCES

Pour assurer la continuité et la sécurité du service, le Titulaire constitue un stock de pièces de rechange conformément à l'article 5 du CCTP.

ARTICLE 17 – RESILIATION DU MARCHÉ

Le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché pour faute du titulaire, en application de l'article 41 du CCAG-FCS. Dans cette hypothèse :

- Le titulaire n'a droit à aucune indemnisation ;
- La résiliation pour absence de production des attestations d'assurances prévues à l'article "Assurance de responsabilité " peut s'opérer sans mise en demeure préalable ;
- En complément de l'article 41 du CCAG FCS, en cas de non-production dans les 8 jours de l'acceptation d'une sous-traitance de second rang et plus, présentée par le sous-traitant de rang 1 et plus, de la caution personnelle et solidaire garantissant le paiement de toutes les sommes dues par eux au sous-traitant de second rang et plus, et après mise en demeure du sous-traitant de rang 1 et plus et du titulaire du marché, restée sans effet dans un délai fixé, par dérogation à l'article 41 du CCAG FCS, à 8 jours, le marché sera résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques ;
- En cas de non-respect, par le titulaire ou de l'un ou l'autre des cotraitants dans le cas d'un groupement d'entreprises, des obligations visées à l'article Avance de l'acte d'engagement relatives à la fourniture des pièces, prévues aux articles R. 2143-6 à R.2143-15 du code de la commande publique, et après mise en demeure restée sans effet, le marché peut être résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques ;
- La mise en demeure sera notifiée par écrit et assortie d'un délai. À défaut d'indication du délai, et par dérogation à l'article 41 du CCAG FCS, le titulaire, ou le cotraitant, dispose de 8 jours à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci et fournir les justificatifs exigés ou présenter ses observations ;
- En cas d'inexactitude des renseignements, mentionnés aux articles R. 2143-3 à R. 2143-15 du code de la commande publique, fournis par le titulaire ou l'un ou l'autre des cotraitants dans le cas d'un groupement d'entreprises, lors de la consultation ou de l'exécution du marché, le marché ou la part du marché sera résiliée sans mise en demeure à leur frais et risques.

Le maître d'ouvrage peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve également la possibilité de résilier le marché pour faute du titulaire en cas de constatation à plus de 3 reprises par l'acheteur de la surfacturation des pièces détachées sur

devis du titulaire (**En cas de dépassement important (25% ou plus) entre les prix figurant au devis et les prix publics du fournisseur**).

Le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché pour motif d'intérêt général au titre de l'article 42 du CCAG FCS. Par dérogation au CCAG-FCS, le montant de l'indemnité sera négocié avec le titulaire.

ARTICLE 18 – DIFFERENDS ENTRE LES PARTIES

Le CHUM et le titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations objet du marché.

Tout différend entre le titulaire et le CHUM doit faire l'objet, de la part du titulaire, d'un mémoire en réclamation exposant les motifs et indiquant, le cas échéant, le montant des sommes réclamées. Ce mémoire doit être communiqué au CHUM dans le délai de deux mois, courant à compter du jour où le différend est apparu, sous peine de forclusion.

Le CHUM dispose d'un délai de deux mois, courant à compter de la réception du mémoire de réclamation, pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation.

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Les tribunaux français sont les seuls compétents.

ARTICLE 19 – PROCEDURES DE RECOURS

Instance de règlement amiable des litiges :

- Comité Consultatif de Règlement Amiable des litiges (CCRA) – Préfecture de Paris
5, rue Leblanc – 75911 - PARIS Cedex 15

Instance chargée des procédures de recours :

- Tribunal administratif
12, rue du Citronnier - 97271 SCHOELCHER
Tél : 05 96 71 66 67 - Fax : 05 96 63 10 08
Courriel : greffe.ta-fort-de-france@juradm.fr

Introduction des recours :

- ✓ Référé pré contractuel conformément aux délais et dispositions de l'article L551.1 et s. Du Code de Justice Administrative.
- ✓ Référé contractuel conformément aux délais et dispositions de l'article L551.13 et s. Du Code de Justice Administrative.
- ✓ Recours de plein contentieux ouvert aux concurrents évincés, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours :

Tribunal administratif
12, rue du Citronnier - 97271 SCHOELCHER
Tél : 05 96 71 66 67 - Fax : 05 96 63 10 08
Courriel : greffe.ta-fort-de-france@juradm.fr

ARTICLE 20 – DEROGATIONS AU CCAG-FCS

Application des dispositions du C.C.A.G-FCS sauf clause contradictoire intégrée dans le présent C.C.A.P.

Fort de France, le 19 DEC. 2024

LE REPRESENTANT DU POUVOIR ADJUDICATEUR,



A stylized handwritten signature in blue ink, likely belonging to M. Motreff.

M. MOTREFF